

Les élus de la Métropole Rouen Normandie adoptent le premier Plan d'urbanisme intercommunal

Débat. Même adopté par le conseil de la Métropole, jeudi 13 février, le plan d'urbanisme intercommunal reste un argument de campagne pour ceux qui l'ont rejeté.

PARIS-NORMANDIE - PUBLIÉ LE 15/02/2020 À 06:44 - MIS À JOUR LE 15/02/2020 À 06:44 - TEMPS DE LECTURE : 2 MINUTES



Le vote a été enlevé haut la main. (Photo Paris-Normandie)

Une somme de dossiers que ce vote n'a pas clos pour autant.

Les élus EELV et apparentés ont voté contre ce plan, ainsi que les maires de Bois-Guillaume, Bihorel ou Bonsecours pour des raisons bien différentes.

Il ne suffit pas d'un vote à la majorité (104 pour, 36 contre et 9 abstentions) pour faire taire les opposants au plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) adopté jeudi 13 février par les élus de la Métropole Rouen Normandie. « *La raison d'être de ce conseil métropolitain* », a tenu à souligner le président de l'assemblée, et maire de Rouen, Yvon Robert, en introduisant le débat de cette délibération n° 15.

[Le document dicte les règles d'urbanisme pour la période 2020-2033](#), sur les 66 000 hectares du territoire divisés en 660 000 parcelles. Un travail à la loupe, « *avec forcément des erreurs qui pourront être corrigées sans peine* », admet Yvon Robert. « *Car, ce document n'est pas figé, il sera modifié, révisé comme l'ont été les PLU des communes qui l'ont précédé* », rappelle à plusieurs reprises le président, espérant un vote unanime pour ce document que 104 élus ont considéré « *essentiel au développement du territoire* ».

Les socialistes ont levé bien haut la main pour voter « oui » associés au groupe Front de gauche (moins une abstention). Pour le porte-parole du groupe, Noël Levillain (maire de Tourville-la-Rivière), « *ne pas approuver le PLUi consisterait à mettre tous les sujets, critiquables ou bénéfiques, dans le même sac et condamner l'ensemble des communes à l'immobilisme pour un temps que je*

suis bien incapable de mesurer aujourd'hui ». [Le Front de gauche signe donc « oui »](#), confiant et vigilant sur l'avenir de ce plan.

L'avis des 36 conseillers qui l'ont rejeté est plus compliqué à détailler. D'un côté, Les Républicains et centristes du groupe Union démocratique du grand Rouen (UDGR*) comme Gilbert Renard (maire de Bois-Guillaume), Catherine Flavigny (maire de Mont-Saint-Aignan) et Pascal Houbron (maire de Bihorel). [Ils ont proposé de reporter ce vote au mois de septembre](#) « *pour prendre le temps de proposer un document plus abouti* ». Maire de Bonsecours, Laurent Grelaud, directement concerné puisque le PLUi voté jeudi bloque le projet immobilier sur le site dit de « la ferme », envisage, lui, « *une réponse juridique à ce projet* ».

Une copie à corriger

À l'opposé, mais votant « non » bien évidemment, les dix élus EELV et apparentés. C'est un non au béton, [un « non à l'artificialisation des sols »](#), a souligné [Cyrille Moreau](#). Car si, la majorité des votants a considéré que le travail piloté par Françoise Guillotin avec les 71 communes représentait « *une protection à l'environnement* », les écologistes, eux, retiennent la possibilité, avec ce PLUi, d'urbaniser 1 000 hectares du territoire et le trop peu de terres (350 hectares) reclassées en espace naturel. « *On nous dit qu'il faudra voir plus tard...*, commente alors Jean-Michel Bérégovoy (EELV), *mais les plus tard d'aujourd'hui sont les trop tard de demain.* » La formule, n'en doutons pas, sera reprise dans un prochain meeting de campagne. « *Bien sûr, explique l'élu rouennais candidat aux municipales, nous rappellerons notre vote contre ce PLUi et nous continuerons de marteler la lutte contre l'artificialisation des sols.* » Elle est désormais bien engagée avec ce document qui confirme les acquis.

Les agents du service urbanisme de la Métropole qui depuis 2015 planchent sur ce PLUi avaient souhaité assister au vote jeudi. Et vendredi, on n'est pas loin de penser qu'ils ont déjà commencé à corriger la copie... que devront faire évoluer, « *dans le bon sens* », les nouveaux élus, qui se réuniront le 6 avril au Zénith de Rouen. À eux de poursuivre la tâche. « *Ce n'est pas facile* », leur a dit jeudi Yvon Robert qui vivait là son dernier conseil.

*** Trois des élus du groupe, colistiers de la liste Rouen autrement se sont abstenus : Marie-Hélène Roux, Patrick Chabert, Anne-Sophie Deschamps ainsi que deux élus PC (Manuel Labbé et Gérard Letaille) ; Franck Meyer, Patrick Simon, Jacky Crochemore et Sarah Balluet se sont aussi abstenus.**

Chapelle Darblay demande du soutien

Une délégation des salariés de la papeterie UPM (ex-Chapelle Darblay), à Grand-Couronne, est intervenue jeudi soir devant les élus de la Métropole. « *Nous sommes venus vous demander de relayer notre pétition dans vos mairies* », ont-ils proposé avant de rappeler les enjeux économiques, sociaux et écologiques que représenterait la fermeture de cette usine, en attente d'un repreneur. « *Aux 232 emplois menacés [un PSE a été lancé le 3 février, NDLR] il faut ajouter toute la filière du tri et du recyclage. Chapelle Darblay est l'image type de l'usine de demain* », a poursuivi Gérald Le Corre (CGT) avant qu'Arnaud Dauxerre, représentant le collège-cadre n'évoque, lui aussi, un avenir possible pour ce site. Devant les élus métropolitains, ils n'ont pas manqué de demander aussi le soutien de l'agence de développement Rouen Normandie Invest dont était hier votée la subvention annuelle.

Pascale Bertrand
Journaliste, agence locale de Rouen
p.bertrand@paris-normandie.fr

<https://www.paris-normandie.fr/actualites/politique/les-elus-de-la-metropole-rouen-normandie-adoptent-le-premier-plan-d-urbanisme-intercommunal-EC16367542>